



COORDINATION: **Nazaré Torrão**, Unité de portugais



25.11.2019

Décorative ou active ? L'action politique de Carlota Pereira de Queiroz, première députée fédérale du Brésil (1933-1937)

Cette conférence traitera de la carrière politique de Carlota Pereira de Queiroz (1892-1982). Elue pour une Assemblée Nationale Constituante, le 3 mai 1933, sur la «Chapa Única por São Paulo Unido!», elle a été la seule femme à signer la Constitution brésilienne de 1934, aux côtés de 252 Constituants masculins. A la fin de la Constituante, elle réussit à se faire réélire, le 14 octobre 1934, par le tout récemment créé Partido Constitucionalista – PC. Elle est ainsi la première femme députée fédérale du pays. Dans un premier temps, je me concentrerai sur la période pré-électorale, examinant la mobilisation féminine et féministe autour de sa candidature. Je réfléchirai en particulier les rapports de M^{me} Queiroz avec les femmes des élites de São Paulo qui la soutiennent et avec les féministes de Rio de Janeiro, réunies autour de Bertha Lutz, candidate non-élue à ces élections. J'examinerai ensuite l'expérience politique de Carlota Queiroz aux côtés de ses collègues masculins.

Mônica Raisa Schpun est historienne, chercheuse au Centre de recherches sur le Brésil colonial et contemporain (CRBC/Mondes américains) de l'Ecole des hautes études en sciences sociales où elle est Directrice éditoriale de la revue *Brésil(s). Sciences humaines et sociales*. Spécialiste des migrations internationales, de l'histoire des villes et du genre elle a récemment publié *The Japanese Community of São Paulo, Liberdade, and Brazilian State Persecution (1937-45)*, *Verge : Studies in Global Asias*, 5 (1), 2019, 209-236 ; *Lasar Segall entre viagens e migrações : um europeu nos trópicos*, *Sociologias*, 20 (49) 2018, p. 230-256 ; *Des Juifs allemands partant vers le Brésil : itinéraires d'immigrés (années 1930-1940)*, *Cahiers de l'Urmis*, 17, juil. 2017.

02.12.2019

Les femmes esclavisées dans le Brésil colonial et postcolonial

Le Brésil est le pays américain qui a le plus dépendu de l'esclavage. Entre le xvi^e siècle et 1856, il a importé près de la moitié des 10.5 millions d'Africains débarqués aux Amériques par la traite négrière, faisant des esclaves africains et de leurs descendants créoles une partie importante de sa population. Et le Brésil fut le dernier pays à abolir l'esclavage, en 1888. Dans ce contexte général, les femmes esclavisées jouèrent un rôle fondamental dans l'économie et la société brésiliennes, de coupeuses de canne à sucre et récolteuses de café à vendeuses, cuisinières, nourrices ou dames de compagnie. En même temps, ces centaines de milliers de femmes étaient sou-



mises à une triple exploitation : en raison de leur statut d'esclave, de leur race et de leur sexe. Et pourtant, elles résistèrent en élaborant diverses stratégies de survie. Beaucoup luttèrent pour se libérer de l'esclavage—et y parvinrent : en s'enfuyant mais surtout en travaillant au-delà des exigences de leur maître pour progressivement acheter leur liberté, celle de leurs enfants ou de leurs proches. C'est cette histoire de femmes insoumises, loin du mythe de la démocratie raciale que les élites brésiliennes ont longtemps diffusé, que cette conférence s'attachera à présenter.

Aline Helg est professeure honoraire à l'Université de Genève, elle a enseigné à l'Université du Texas (1989-2003) et à l'Université de Genève (2003-2018). Ses recherches portent sur les Amériques et le monde atlantique depuis l'ère des révolutions, la diaspora africaine, l'esclavage, le racisme, la construction de la nation, les droits civiques comparés et la Pastorale afro-américaine. Elle a notamment publié *Our Rightful Share. The Afro-Cuban Struggle for Equality, 1886-1912* (1995) et *Liberty and Equality in Caribbean Colombia, 1770-1835* (2004). Ses articles de revue ont paru aux Etats-Unis, en Europe et en Amérique latine. Son dernier ouvrage, *Plus jamais esclaves ! De l'insoumission à la révolte, le grand récit d'une émancipation (1492-1838)* (2016) est sorti en anglais et en espagnol en 2019.



09.12.2019

« Nous faisons l'histoire » : les « petites voix » des femmes dans les luttes anticoloniales au Mozambique

Le colonialisme symbolise la violence, la guerre. La narrative de la lutte anticoloniale au Mozambique s'est principalement concentrée sur la lutte armée, supprimant ainsi les multiples dimensions de la participation des

femmes dans le projet de libération et rendant leur participation cruciale à son succès.

Cette présentation explore les contributions des femmes aux luttes de décolonisation du point de vue des femmes impliquées dans les mouvements anticoloniaux et des expériences de lutte des femmes ayant vécu dans un contexte dominé par la structure de l'autorité coloniale. Sans une analyse plus détaillée, qui écoute des « petites voix », notre compréhension de la décolonisation reste partielle, minimisant les rôles des femmes et reproduisant les structures politiques masculinisées. Il est également utile de comprendre la construction du silence sur la participation des femmes à la lutte pour la libération et la violence qu'elles ont subie.

Maria Paula Meneses, mozambicaine, est chercheuse au Centre d'Études Sociales de l'Université de Coimbra, et co-directrice du programme d'études en pos-colonialismes et citoyenneté globale. Ses travaux de recherches portent sur l'histoire de l'Empire Portugais, sur la question coloniale surtout en contexte africain, surtout les connexions dans le contexte de l'océan Indien. Parmi ses publications les plus récentes il y a *Mozambique on the Move : Challenges and Reflections* (Brill, 2018) avec Sheila P. Khan et Bjorn Bertelsen, et *As Guerras de Libertação e os Sonhos Coloniais* avec Bruno Sena Martins (Almedina, 2013). Par ailleurs sa recherche est également publiée dans des revues de plusieurs pays, dont l'Espagne, le Brésil, le Sénégal, l'Argentine, l'Angleterre et la Colombie.



16.12.2019

Les travailleuses domestiques et leurs employeurs à Rio de Janeiro : une trace de l'esclavage ou un nouveau type de rapport au travail ?

L'emploi domestique est le premier emploi féminin au Brésil, où les relations entre les bonnes et ceux pour lesquels elles travaillent représentent un mode majeur de mise en contact des groupes sociaux.

Ce rapport plusieurs fois séculaire a connu des changements importants depuis le retour du pays à la démocratie. La Constitution fédérale de 1988 a en effet accordé de nombreux droits sociaux aux travailleuses domestiques et leur a permis de s'organiser en syndicats. Il a résulté de la mise en place de ce nouveau cadre juridique qu'une relation de travail auparavant négociée de gré à gré est progressivement entrée dans l'espace public. Sous certaines conditions, ces femmes peuvent aujourd'hui poursuivre un employeur qui n'a pas respecté le droit social, et le respect de ce droit tend à devenir leur critère principal d'évaluation des situations d'emploi.

À partir d'une enquête à Rio de Janeiro, on se propose de montrer comment rendre visible une population souvent invisibilisée ou caricaturée, la difficulté de ces femmes à vivre en individu, les relations qu'elles entretiennent avec leurs employeurs et leur recours au droit.

Dominique Vidal est professeur de sociologie à l'Université de Paris. Il a enquêté au Brésil, en Afrique du Sud, au Mozambique, au Portugal et en France, où il travaille actuellement sur les concierges à Paris, dont une grande majorité est d'origine portugaise. Il est l'auteur de quatre livres (*La politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1998 ; *Les bonnes de Rio. Emploi domestique et société démocratique au Brésil*, Presses universitaires du Septentrion, 2007 ; *Migrants du Mozambique dans le Johannesburg de l'après-apartheid. Travail, frontières, altérité*, Karthala-IFAS, 2014 ; *Le Brésil. Terre de possibles*, Presses universitaires de Rennes, 2016). Pour plus d'informations : www.urmis.fr/dominique-vidal/



LES FEMMES DANS LE MONDE LUSOPHONE

SEMESTRE D'AUTOMNE 2019

Conférences | Cours publics

Les lundis | 16h-18h

Bâtiment des Philosophes, Phil 104

LES FEMMES DANS LE MONDE LUSOPHONE



23.09.2019

De l’histoire comparée des femmes à l’histoire transnationale du genre

Depuis la publication de l’ouvrage *Comparative Women’s*

History. New Approaches (traduit en espagnol, français et portugais) paru en 2006 et distribué par Columbia University Press, dans lequel des historiennes américaines proposaient de nouvelles perspectives sur comment écrire une histoire comparée des femmes en concentrant leurs regards sur l’Europe et les États-Unis, du XVIII^e à la fin du XX^e siècle, de nombreux travaux comparatifs et/ou ayant une perspective transnationale de genre n’ont cessé de paraître. Quel est l’état actuel de nos connaissances dans ces domaines de recherche ? Quels sont les pays et les thèmes qui ont retenu l’attention des historien.ne.s contemporanéistes ? Comment s’est effectué le passage de l’histoire comparée des femmes à l’histoire transnationale du genre ? Quels sont les apports et les difficultés rencontrés ? Quel est l’impact de la globalisation sur les différentes historiographies ? Autant de questions auxquelles cette conférence apportera des éléments de réponse afin d’enrichir le débat sur une histoire transnationale du genre actuellement en plein essor.

Anne Cova, historienne, est chercheuse à l’Institut en sciences sociales de l’Université de Lisbonne (ICS-ULisboa). Parmi ses publications : elle a dirigé l’ouvrage *Histoire comparée des femmes : nouvelles approches*, Lyon, ENS Éditions, 2009, avec une préface de Françoise Thébaud ; Gisela Bock et Anne Cova (dir.), *Writing Women’s History in Southern Europe, 19th-20th Centuries. Écrire l’histoire des femmes en Europe du Sud, XIX^e-XX^e siècles*, Oeiras, Celta, 2003. Actuellement, elle coordonne un projet de recherche (PTDC/HAR-HIS/29376/2017) intitulé *Women and associativism in Portugal, 1914–1974* (womass.wordpress.com) financé par la Fundação para a Ciência e a Tecnologia.

30.09.2019

Femmes de pouvoir à la cour portugaise (XV^e siècle)

Cette conférence abordera les formes de pouvoir et d’autorité au Portugal médiéval, et analysera comment les femmes de la famille royale ont exercé et exprimé leur pouvoir. Cette analyse permettra de découvrir la plasticité de la gouvernance féminine à la cour portugaise. Les femmes appartenant aux élites ont eu un rôle politique et social bien établi et ont eu accès à des formes publiques de pouvoir et à des postes de gouvernance. Au Portugal, la reine-consort occupait un espace propre de pouvoir au sein de la cour et émerge comme une figure de pertinence politique, comme l’autre moitié de

la monarchie. Ce statut s’étendait aux *infantas*, filles et sœurs des rois, qui, en l’absence d’une reine, occupaient cet espace féminin à la cour. En analysant ce groupe de femmes, nous réévaluerons les normes de genre médiévales et leur rapport au pouvoir.

Maria Dávila est docteure en Histoire par l’Universidade Nova de Lisboa et chercheuse intégrée au CHAM- Centro de Humanidades, où elle coordonne la ligne thématique de l’Histoire des Femmes et du Genre. Actuellement elle développe un projet postdoctoral intitulé *Genre, espace et pouvoir: representações de l’autorité féminine à la cour portugaise (1438-1521)*. Elle a publié l’œuvre *A Mulher dos Descobrimentos, A infanta D. Beatriz de Portugal* (Esfera dos Livros, 2019).

14.10.2019

O Auto da Índia, ou l’Inde sous la perspective de la femme

La construction de l’empire portugais est connue surtout pour l’histoire des hommes qui sont partis. Pendant plus d’un siècle très peu de femmes sont montées à bord des caravelles, car les explorations, le commerce et la guerre n’étaient pas associés à la colonisation, sauf dans les cas du peuplement des îles atlantiques, et même dans ce cas, les femmes qui sont parties au-delà du tropique ont été peu nombreuses.

Symptomatiquement, la première œuvre littéraire sur l’expansion d’outre-mer portugaise, une pièce de théâtre présentée par Gil Vicente, en 1509, traitant le thème qui devrait exalter les Portugais et leur roi, n’a pas décrit ni aventures, ni affaires, ni batailles et a préféré parler sur les femmes qui restaient au pays.

Dans notre conférence nous parlerons de ces rares femmes qui sont parties dans les premières caravelles et de toutes les autres qui sont restées et qui ont gagné une représentation collective avec le personnage de Gil Vicente, *Ama*.

João Paulo Oliveira e Costa est professeur ordinaire du département d’Histoire de l’Universidade Nova de Lisboa où il dirige le CHAM, Centro de Humanidades. Spécialiste de l’histoire de l’expansion portugaise, ses recherches portent sur le Japon de l’époque moderne, sur l’histoire des religions en Asie ancienne et sur l’histoire de l’Europe des XV^e et XVI^e siècles. Il a publié plusieurs volumes, parmi lesquels un sur les Japonais et le christianisme, deux volumes sur deux figures majeures des découvertes portugaises – l’Infant Henri et le roi Manuel I – et a dirigé le volume *História da Expansão e do Império Português*.



21.10.2019

Représentations culturelles de la reine Njinga Mbandi (1582-1663) dans le discours colonial et dans le discours nationaliste angolais

On étudie les représentations culturelles que la reine Njinga Mbandi (c.1582-1663), la figure politique féminine la plus célèbre et la plus controversée de l’histoire de l’Angola, dans la littérature et la peinture occidentales entre le XVII^e siècle et le XIX^e siècle et la répercussion de ces mêmes représentations tant dans le discours colonial portugais que dans le discours nationaliste angolais, voire même dans le discours dit postcolonial.

D’après le concept de culture coloniale et du parcours biographique de Njinga Mbandi, tels qu’exposés par ses contemporains Cadornega en 1680 et Cavazzi en 1693, on analyse aussi les représentations de Njinga élaborées par les écrivains et les peintres des siècles suivants. Au XVIII^e siècle, outre l’œuvre de l’abbé Jean-Baptiste de Labat *Relation historique de l’Ethiopie occidentale* (1732) et le roman de Jean-Louis Castillon *Zingha, reine de l’Angola* (1769), on analyse un sonnet portugais anonyme de 1781 et deux sonnets de Bocage d’environ 1790. Au XIX^e siècle, le portrait élaboré par le peintre français Achille Déveria en 1830 d’après des éloges de Labat. Au XX^e siècle, ils se confrontent aux représentations coloniales, notamment celles du peintre portugais Neves et Sousa en 1967, et d’autre part aux nationalistes angolais.

Alberto Oliveira Pinto est né à Luanda/Angola, en 1962. Docteur en Histoire d’Afrique de la Faculdade de Letras da Universidade de Lisboa depuis 2010, avec la thèse *Representações Coloniais: História e Literatura. Angola, os Angolanos e suas Culturas (1924-1939)*. Il est investigateur du CESA – Centre d’Études sur l’Afrique et le Développement, de l’Instituto Superior de Economia e Gestão da Universidade Técnica de Lisboa. Outre divers romans et des essais, il est l’auteur d’*História de Angola. Da Pré-História ao Início do Século XXI* (2016, 3^{ème} édition 2019), la première expérience de ce genre après 40 ans d’indépendance de l’Angola.



28.10.2019

La terre et le gouvernement de la maison : la construction du pouvoir des *donas* au Mozambique aux XVII^e-XIX^e siècles

Dans le contexte de la construction de l’empire portugais au Mozambique, les terres de la couronne dans la vallée du Zambèze ont été concédées depuis la fin du XVI^e siècle sous

la forme de *prazos*, comme récompense des services des sujets. Les femmes, les descendantes métisses des Portugais et des Africaines, pourraient accéder à la terre transitoirement, en tant que veuves ou tutrices de leurs enfants. Au fil du temps, elles sont devenues titulaires de ces terres par droit propre. En effet, les familles du Zambèze restructurèrent les pratiques sociales en les désignant comme successeurs des terres afin qu’elles se marient avec les nouveaux venus et pour bénéficier de ces alliances. Cependant, conformément à la norme portugaise, l’administration des biens de la maison appartenait à l’homme, tandis que la femme ne pouvait être chef de famille que suite à la mort de son mari. Néanmoins, en tant que mariées, les femmes ont également revendiqué la gestion de la maison. Dans cette conférence, j’analyse le processus par lequel, à partir de la domination de la terre et des populations africaines qui l’habitaient et en jouant également avec les pratiques africaines, ces femmes – les *donas* – assumèrent souvent le gouvernement des maisons et obtinrent un pouvoir notoire.

Eugénia Rodrigues est chercheuse du Centro de História da Faculdade de Letras da Universidade de Lisboa et professeure de la même faculté. Elle recherche sur l’histoire de l’Afrique Orientale et s’intéresse particulièrement à l’histoire du genre, de l’esclavage, de la propriété et de la circulation des connaissances. Elle a publié *Portugueses e Africanos nos Rios de Sena: Os Prazos da coroa em Moçambique nos séculos XVII e XVIII*, Imprensa Nacional, 2013, et a co-coordonné plusieurs ouvrages, notamment, avec Mariana Candido, *African women’s access and rights to property in the Portuguese empire* (numéro de *African Economic History*, 43, 2015) et *Cores, classificações e categorias sociais: os Africanos nos impérios ibéricos, séculos XVI a XIX* (numéro de *Estudos Ibero-Americanos*, 44:3, 2018).



11.11.2019

Convents and nuns, between dreams and realities

Recognizing that in modern times women could fulfill only three socially accepted roles – daughters, wives/mothers, and nuns – being considered deviant if they took any other destination, we perceive the value and relevance of the female convents at that time. For this reason, in this conference we aim to take as example the lives of women who chose to live in cloister and, through them, seek to perceive in the first place the expectations of men with regard to female (conventual) life, whether they were the parents who put the daughters in the convents or the priests and confessors who protected them intramural and who wrote the *Rules* of the Convents. Secondly, we will seek the female reality behind the male dreams and expose an image of

the nuns as educated and cultured women, acting in definition and imposition of their agency and capable of transgressing the norms. The Convent of Santa Monica of Goa will, whenever possible, be taken as a case study, valuing the fact that it was inserted in an imperial society, conferred on it particular characteristics, impossible to be found in European convents.

Ana Teresa Hilário est assistante de recherche du CHAM – Centro de Humanidades. Doctorante de la FCSHNOVA, avec la thèse *Rebanho de candidas cordeiras? Género, regulação e resiliência no Convento de Santa Mónica de Goa (1606-1734)*. Master en histoire moderne et des découvertes (FCSH-NOVA, 2016), possédant une licence en Histoire (FCSH-NOVA, 2014). Ses intérêts scientifiques passent surtout par l’étude du XVII^e siècle, tant des institutions politiques et religieuses portugaises de l’État des Indes, que sur leurs agents. Actuellement, elle se consacre à l’étude de l’histoire des femmes dans l’espace conventuel, leur place dans les sociétés coloniales, et à leurs expériences de vie et leurs relations.

18.11.2019

Séparer les familles : la politique d’émigration de la dictature salazariste (1957-1974)

Entre 1957 et 1974, près d’1,4 millions de Portugais ont quitté leur pays. Majoritairement, ces émigrants se sont rendus en Europe et plus particulièrement en France qui reçoit 900 000 Portugais. Ce courant migratoire ébranle la société portugaise alors dominée par une dictature. C’est plus de 10% de la population qui quitte son pays en quelques années. Et une majorité d’entre eux émigre illégalement. En effet, l’État portugais essaie de freiner les départs légaux et les sorties clandestines restent souvent le seul moyen pour espérer trouver des emplois mieux rémunérés ailleurs. Cependant, la politique d’émigration est marquée du sceau de l’ambiguïté : son objectif n’est pas tant d’empêcher les départs que de réduire les départs des femmes et d’assurer une séparation des familles. Cette séparation des familles est censée assurer l’envoi de remises financières et maintenir les migrants dans la vulnérabilité. Néanmoins, au cours des années 1960 et 1970, la part de femmes qui émigre ne cesse de grandir et remet en cause cette politique d’émigration.

Victor Pereira est docteur à l’Institut d’Études Politiques de Paris et maître de conférences en histoire contemporaine à l’Université de Pau et des Pays de l’Adour. Ses travaux portent sur les migrations portugaises à l’époque contemporaine et sur la dictature de l’*Estado Novo*. Il a notamment dirigé, avec Nuno Domingos, *O Estado Novo em questão* (Edições 70, 2010). En 2012, il a publié *La dictature de Salazar face à l’émigration. L’État portugais et ses migrants en France (1957-1974)* (Presses de Sciences Po; traduction portugaise Temas e Debates, 2014). Il achève une histoire de l’immigration portugaise en France, de 1916 à nos jours.